

---

## La Syrie au carrefour des risques

---



**Denis Bauchard**

*Mai 2008*



Département  
Moyen-Orient/Maghreb (MOM)

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares think tanks français à se positionner au coeur même du débat européen.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

### **Remerciements**

*La carte en couverture a été offerte gracieusement à l'Ifri par Philippe Rekacewicz et retravaillée par les soins de Gilles Guidieri.*

© Tous droits réservés - Ifri, Paris, 2008  
ISBN : 978-86592-306-9

**Ifri**  
27 rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15 - France  
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00  
Fax: 33 (0)1 40 61 60 60  
E-mail : ifri@ifri.org

**Ifri-Bruxelles**  
Rue Marie-Thérèse, 21  
1000 - Bruxelles - Belgique  
Tél. : +(32) 2 238 51 10  
Fax : +(32) 2 238 51 15  
E-Mail : bruxelles@ifri.org

Site Internet : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

# Introduction

---

La rédaction de cette note a répondu à une triple préoccupation.

- La Syrie reste un pays mal connu, dont le régime politique fonctionne de façon particulièrement opaque et où les services de renseignements contrôlés par la famille El Assad jouent un rôle majeur.
- Son action est, en France du moins, vue à travers le prisme de la question libanaise. Tenue responsable par les forces du 14 mars du blocage institutionnel et d'une façon générale de tous les maux dont souffre le Liban, la Syrie apparaît comme un acteur malfaisant sur la scène politique libanaise. Or, la Syrie existe par-delà son intrusion chez son voisin : il paraît opportun de s'intéresser à la Syrie en tant que telle, d'analyser sa politique intérieure et les grandes orientations de sa politique extérieure.
- Enfin, le régime syrien, qui a semblé un moment déstabilisé par la mise en œuvre de la résolution 1559, semble plus que jamais incontournable au Moyen-Orient. Forte de son alliance avec l'Iran, ayant amélioré ses relations avec la Turquie, la Syrie – membre actif du « front du refus » – a réussi à rompre son isolement et a sensiblement renforcé sa position sur la scène internationale.

Un triple constat peut être fait aujourd'hui.

- Sur le plan intérieur, le régime tient. Après avoir esquissé une politique de réforme politique et économique, le pouvoir semble se figer dans le statu quo autoritaire.
- Confrontée à des menaces extérieures, la Syrie a mené une politique étrangère visant à rompre son isolement, active et globalement efficace pour la survie du régime.
- À l'égard du Liban, la Syrie continue à montrer sa détermination à contrôler ce pays et écarter toute solution qui pourrait être défavorable à ses intérêts.

---

*Note de synthèse rédigée à la suite du séminaire tenu à l'Ifri le 21 janvier 2008.*

# Un paysage figé de politique intérieure

---

## *Un « printemps de Damas »...*

Au lendemain de la première guerre du Golfe, quelques frémissements sont apparus en faveur de la promotion de la réforme. Sur le plan politique, le régime baathiste a accepté la présence de « députés indépendants » qui ont représenté près du tiers des membres du parlement. Des réformes ont été entreprises pour donner un peu de dynamisme à une économie « socialiste » très délabrée.

Cependant, c'est avec l'arrivée de Bachar El Assad qu'une véritable politique de réformes a été entreprise, débouchant sur un « printemps de Damas » marquant une libéralisation tant dans le domaine économique que politique. Ce printemps répondait tout à la fois à la volonté d'ouverture du nouveau président et à celle d'affaiblir la portée des pressions extérieures. Le chaos qui s'installe en Irak, constitue pour le régime un défi majeur. Le « modèle irakien », même si le contexte intérieur syrien est très différent, apparaît comme un cauchemar et un repoussoir. La pression américaine – la Syrie étant désignée comme la prochaine cible par les néo-conservateurs - joue également dans le même sens. Les réformes entreprises permettaient de montrer qu'il existait à l'intérieur de la Syrie des forces capables de réformer le régime politique. En 2000, la Déclaration de Damas s'est traduite par des mesures visant à organiser un état de droit de la promotion de réformes économiques. Des personnalités d'envergure appartenant à tous les courants – libéraux, islamistes, communistes – se sont manifestées politiquement. Cette déclaration s'est accompagnée de la libération de prisonniers politiques. Sur le plan économique, une première série de privatisations est intervenue, notamment dans le domaine des télécommunications, mais au profit de familles proches du pouvoir. Une deuxième série devait conduire à l'ouverture du secteur bancaire, la première banque devenant ainsi privée. Des investissements immobiliers se sont fortement accrus du fait notamment de l'arrivée de capitaux irakiens fuyant la guerre. Malgré le blocage des négociations avec l'Union européenne, le taux de croissance de l'économie s'est maintenu à bon niveau. Le développement des importations témoigne de la réelle ouverture de l'économie : celles-ci ont pratiquement doublé en quelques années passant de 5 à 10 milliards de dollars.

## ***...qui tourne court***

Un brutal coup d'arrêt devait être donné à cette évolution pour plusieurs raisons.

D'une part, le régime a vu dans l'apparition d'opposants tolérés le risque d'une cinquième colonne qui, instrumentalisée par les États-Unis selon le scénario des révolutions orange, pouvait menacer le régime. La défection de l'ancien président Khaddam conduit au renforcement d'une opposition réfugiée à l'étranger. Le Front national du salut qui englobe les différentes oppositions, y compris les Frères Musulmans, acquiert une certaine crédibilité. Enfin, la résolution 1559 et le retrait de l'armée syrienne constituent un échec et un traumatisme pour le régime qui peut craindre une déstabilisation : la chute du régime est largement annoncée par les journalistes libanais, y compris ceux de la presse internationale, dans leur majorité hostiles au régime.

Ainsi, la réforme politique est-elle stoppée net. L'arrestation de Michel Kilo et une quarantaine d'opposants sont des signaux qui marquent un durcissement du régime. Dans le même temps, on met en avant le risque islamiste qui resterait important. Il est clair que la Syrie ne peut se tenir à l'écart du phénomène de ré-islamisation qui touche l'ensemble des pays musulmans. Le développement de l'influence des religieux est indéniable, notamment à travers les associations caritatives. En outre, des réseaux islamistes du type Al Qaïda seraient actifs, notamment à Alep.

## ***La pression pour les réformes demeure***

Cependant, cet arrêt de l'ouverture politique ne s'accompagne pas d'un retour en arrière sur le plan économique. Il est vrai que la privatisation a été effectuée au profit du « capitalisme des copains », c'est-à-dire des familles proches du pouvoir, pour reprendre l'expression d'un des participants. Certes, cette ouverture est handicapée par l'arrêt des négociations avec l'Europe, mais également par le fait que la Banque Commerciale de Syrie, première banque du pays, est visée par les sanctions américaines. Cependant, l'économie de la Syrie bénéficie de deux atouts : elle ne souffre pas de dépendance alimentaire ; elle n'est pas non plus affectée par la dépendance énergétique en raison d'une production pétrolière significative et la réalisation d'investissements lourds comme le barrage de Tabka sur l'Euphrate.

Sur le plan social, le problème du chômage est crucial, surtout chez les jeunes. Celui-ci n'a fait que s'accroître avec l'arrivée massive de réfugiés irakiens, de l'ordre d'un million et demi, en majeure partie dans l'agglomération de Damas. La richesse est accaparée par une classe dirigeante étroite et n'est pas redistribuée dans la population. Face à cette situation, l'État semble tétanisé : il est incapable de prendre les décisions qui s'imposent.

Cependant, le statu quo semble impossible à maintenir. Même si la société civile est noyautée par le pouvoir, son développement apparaît inéluctable et les OVG (Organisations Véritablement Gouvernementales) actuelles parviennent progressivement à échapper au pouvoir et se transformer en véritables ONG. C'est déjà le cas de celles qui sont dans le champ social ou caritatif.

Le pouvoir ne peut rester sans bouger au risque de perdre son influence sur la société. Une véritable réforme économique, et même politique, semble, à terme, inévitable.

## **L'objectif de politique extérieure : rompre l'isolement**

---

La Syrie, malgré le camouflet de la résolution 1559 et ses problèmes de politique intérieure, demeure un acteur majeur au Moyen-Orient et développe une politique extérieure dont la lisibilité n'est pas toujours évidente. Il est parfois difficile de distinguer dans cette politique les tendances lourdes des initiatives de circonstances. Il est clair cependant qu'elle est plus pragmatique qu'idéologique, avec comme objectif fondamental pour le régime dominé par un clan familial appartenant à la minorité alaouite : sa survie.

### ***La vision syrienne***

La Syrie fait face à trois dangers.

- La clôture du processus de paix qui aboutirait à fermer le dossier palestinien sans le résoudre, Israël continuant à occuper le Golan.
- La politique américaine qui vise à isoler, voire à changer le régime : pour reprendre son expression, « la tête du régime est sur la table ».
- La situation en Irak qui, pour la Syrie, a de multiples conséquences : risque de désintégration de l'État irakien, pression accrue pour démocratiser le régime, progression du fanatisme islamiste, revendication des Kurdes à l'autonomie, présence massive sur le sol syrien de réfugiés irakiens.

De ces trois dangers, le dernier représenterait la préoccupation la plus immédiate et la plus forte.

Ainsi la politique extérieure de la Syrie présente, à certains égards, un caractère défensif. Le renforcement des relations avec l'Iran est un des moyens de répondre aux menaces, même si sur plusieurs points, notamment sur le Liban ou sur l'Irak, existent des désaccords. Le rapprochement avec la Turquie, déjà engagé depuis plusieurs années, répond également à ces préoccupations. Le renouveau de la coopération avec la Russie, en particulier dans le domaine militaire, s'explique par les mêmes motifs. Sur le plan tactique, cette politique est réactive, alternant fermeté et ouverture.

On peut expliquer ainsi la présence de la Syrie à la table de la conférence d'Annapolis : cette présence lui a permis de mettre à l'agenda la question du Golan. Ainsi cette politique pratique le *fine tuning*.

## **Rapprochement avec la Turquie**

Les relations avec la Turquie sont ainsi passées de l'affrontement à la coopération. Jusqu'en 1979, il y avait entre les deux pays des conflits structurels de voisinage, dont certains s'expliquent par l'histoire (la perte du sanjak d'Alexandrette), d'autres par la géographie (la querelle sur le partage des eaux de l'Euphrate). Dans les années quatre-vingt, ces relations passent par des hauts et des bas. L'accord stratégique israélo-turc inquiète Damas qui renforce à cette époque ses relations avec l'Iran. Une politique de rapprochement s'esquisse avec l'expulsion d'Abdullah Ocalan, le leader du PKK, puis s'affirme avec, en 2002, l'arrivée au pouvoir en Turquie de l'AKP. La « démocratie musulmane » qui s'installe, entend procéder à un rééquilibrage. Cette coopération aborde divers domaines : gestion de la question kurde, développement des relations économiques avec un accord de libre-échange et un autre sur les investissements, coopération sur les questions de sécurité. Elle est solennellement confirmée par la visite de Bachar El Assad à Ankara en novembre 2004, premier voyage d'un chef d'État syrien en Turquie.

Chacun des partenaires y trouve son compte. Du côté turc, les trois forces représentées par l'armée, le gouvernement et le monde des affaires, y trouvent un intérêt pour des raisons qui leur sont propres. La Turquie entend jouer un rôle de médiation entre la Syrie d'une part, l'Europe et les États-Unis d'autre part. Certes, les problèmes subsistent, mais sont mis sous le boisseau. Ce rapprochement restera d'autant plus fort que la Syrie se sentira isolée et que la Turquie continuera à y trouver son intérêt.

## **Iran – Syrie : une alliance d'intérêts**

L'alliance entre la Syrie et l'Iran est une donnée structurelle qui se pérennise depuis près de trente ans. Elle obéit à des motivations multiples. Il y a tout d'abord la volonté de s'opposer aux objectifs et à la politique des États-Unis et d'Israël au Moyen-Orient.

Il s'agit d'une relation fondée, non sur une idéologie mais sur des motivations d'intérêts nationaux. En fait, sur le plan idéologique, tout sépare la Syrie, pays sunnite dominé par un parti nationaliste et laïc et l'Iran théocratique. Damas se considère comme le « cœur du nationalisme arabe » et s'inquiète de la poussée des mouvements islamistes au Moyen-Orient. L'imam Khomeiny, pour sa part, estimait que les Alaouites n'étaient pas de vrais musulmans. Il est significatif de constater que du vivant de l'ayatollah, le président Hafez El Assad ne s'est jamais rendu en Iran.



Ainsi, le fondement même de l'alliance relève-t-il essentiellement de la *real politik* : volonté commune de survivre et de contrecarrer les risques de « regime change », défense de l'intégrité de leur territoire, volonté de préserver voire de promouvoir leurs intérêts dans la région. Cette alliance a connu des hauts et des bas. Elle est passée par une phase d'affaiblissement entre 1985 et 1988, notamment en raison des vues divergentes sur la politique à mener au Liban à l'égard des chiïtes, l'un soutenant le mouvement Amal, l'autre le Hezbollah. Depuis 2003, cette alliance s'est effectivement renforcée compte tenu de l'accroissement de la menace extérieure. L'Iran aide la Syrie, en coopération avec la Corée du Nord, à créer une chaîne de production de missiles balistiques ; les deux contribuent à renforcer en quantité et en qualité l'arsenal du Hezbollah. Les deux pays ont également renforcé leur soutien à des mouvements palestiniens islamistes comme le Hamas ou le Djihad islamique, qui refusent de reconnaître l'existence d'Israël. En Irak, même si leurs relations avec la communauté sunnite sont différentes, ils favorisent le maintien d'un « chaos contrôlé ». Tout laisse penser que cette alliance se maintiendra tant que la Syrie et l'Iran se sentiront menacés et isolés par la politique américaine.

Depuis l'arrêt des négociations en l'an 2000, la Syrie s'estime également menacée par Israël. Elle s'inquiétait de voir Ariel Sharon instrumentaliser à son encontre « la guerre globale contre le terrorisme ». À plusieurs reprises, des rumeurs d'intervention contre la Syrie se sont propagées. Elle s'inquiète également de voir, avec le gouvernement Olmert, les militaires monter en puissance par rapport aux politiques. Le Golan reste pour elle un problème majeur pour sa sécurité, les troupes israéliennes étant à quelques dizaines de kilomètres de Damas. Ces négociations restent au point mort même si des contacts exploratoires ont eu lieu. En 2006, un mouvement en faveur de négociations s'est dessiné avec l'appui de plusieurs responsables politiques et militaires israéliens, qui y voyaient un triple avantage : sécuriser la frontière libanaise, isoler davantage les Palestiniens, mettre un coin dans l'alliance syro-iranienne. Elles ont tourné court du fait notamment du veto américain. En outre, de nombreux décideurs estiment que de tels objectifs sont quelque peu irréalistes.

Du côté syrien, la position de négociation reste inchangée depuis le blocage de l'an 2000 : restitution intégrale du Golan dans les frontières de 1967, retour des 500 000 réfugiés syriens, souveraineté sur les ressources en eau. S'agissant des questions de sécurité, la Syrie pourrait accepter des stations de pré-alerte, mais sous contrôle international. Pour la Syrie, il s'agit d'une paix contre le territoire. Du côté israélien, l'approche est différente : l'ampleur de la paix dépendra des concessions syriennes sur les questions de sécurité et le retrait israélien ne pourrait être que progressif. En fait, la Syrie attend, dans une situation de ni guerre ni paix, un nouveau gouvernement aux États-Unis comme en Israël. L'année 2008 sera à cet égard une année de transition.

## ***La Syrie championne de la cause palestinienne ?***

La carte palestinienne est utilisée dans le même souci défensif. Une dizaine d'organisations palestiniennes sont effectivement installées à Damas. Le statut de ces mouvements varie, certains d'entre eux, comme la Saïka, ayant été créés de toute pièce par les services de renseignements syriens. D'autres ont un comportement autonome. Tel est le cas, dans une large mesure, du Hamas, qui poursuit son propre agenda. Certes, la capacité d'influence de la Syrie existe, mais elle est limitée comme l'a montré la conclusion – contre le gré des autorités syriennes - de l'accord de La Mecque négocié par son responsable, Khaled Machaal, qui réside à Damas. L'évolution de la question palestinienne, l'effondrement du programme national palestinien et de l'OLP, contribuent en fait à amoindrir la capacité d'influence de la Syrie, même si elle n'a pas renoncé à apparaître comme le champion de la cause palestinienne par une rhétorique et une gesticulation plus ostentatoires qu'efficaces.

## ***La politique américaine à court d'options***

S'agissant de la politique américaine à l'égard de la Syrie, celle-ci fait l'objet d'un large consensus dans la classe politique à Washington. La Syrie est vue d'abord à travers le processus de paix qu'elle contribuerait à faire échouer. L'administration Bush cependant semble avoir renoncé à l'objectif d'un « regime change » à Damas ; Israël de son côté, veut également éviter une déstabilisation de la Syrie. En fait, les États-Unis manquent d'options : ils font pression pour que l'Europe ne reprenne pas la négociation de l'accord d'association, mais même les pays arabes les plus durs vis-à-vis de la Syrie refusent de s'engager dans la voie des sanctions. Ils restent en revanche très fermes sur le tribunal international dont la création a d'ailleurs été avalisée par la communauté internationale. Ils maintiennent la pression sur la Syrie, tout en étant conscients que sur le processus de paix et sur l'Irak, la Syrie a peu à offrir ; ils s'inquiètent cependant de voir la Russie revenir dans le jeu.

En définitive la politique syrienne visant à rompre son isolement a débouché sur quelques résultats tangibles : la Syrie, après les deux années difficiles qu'ont été 2005 et 2006, rejoue sur l'échiquier moyen-oriental une partie qui reste certes délicate pour elle, mais où elle se sent plus sûre d'elle, parfois avec une certaine arrogance. Malgré les pressions exercées par l'Arabie Saoudite, le sommet de la Ligue arabe s'est tenu à la date prévue à Damas. Certes ses résultats sont minces et beaucoup de chefs d'État étaient absents : mais ceci ne diffère guère de sa pratique habituelle. Ce retour en force est évident avec le jeu qu'elle mène au Liban.

# Retour en force de la Syrie au Liban

---

## *Une revendication historique*

Les relations entre la Syrie et le Liban doivent être replacées dans leur contexte historique. Pour les nationalistes arabes, le Liban, création du colonisateur français, est « génétiquement illégitime ». Cette position est d'ailleurs bien antérieure à l'arrivée du parti Baath au pouvoir. Pour d'autres, un « Liban national » a existé de tout temps, comme un îlot ayant son identité propre au milieu du monde arabe. Plus récemment la stratégie de la Syrie s'est développée sur deux axes : d'une part, un projet de reconstruction du Liban, dont Rafic Hariri, qui a bénéficié au départ de l'appui du pouvoir syrien, était le symbole, d'autre part un projet de bunkerisation et de résistance. Selon les circonstances et l'évolution du processus de paix, la Syrie a utilisé l'une ou l'autre de cette stratégie.

Que veut la Syrie au Liban ? Le premier des objectifs semble idéologique : il convient de mettre fin à l'irrédentisme libanais : le Liban doit être, sinon réintégré, tout au moins étroitement contrôlé. Sur le plan économique, c'est un espace de prédation, la Syrie extrayant de l'économie libanaise deux à trois milliards de dollars par an. Enfin, sur le plan stratégique, le contrôle du Liban est impératif : c'est un atout dans le bras de fer qui l'oppose à Israël. La Syrie estime, qu'après la chute de Bagdad, Beyrouth a été le lieu où se sont fomentés tous les complots qui se trament contre elle. Elle bénéficie d'appuis dans la classe politique libanaise : les « partis mercenaires » qui pèsent peu, comme le PSNS, le parti Baath ; le Hezbollah, qui a des assises populaires ; les alliés objectifs comme les Aounistes. Cependant il ne faut pas surestimer la capacité de la Syrie à imposer ses vues aux acteurs libanais. Certaines de ces forces jouent leur propre jeu et disposent d'une réelle marge de manœuvre. Il en est ainsi en particulier du Hezbollah.

## *La politique française jugée incompréhensible*

Les relations franco-syriennes doivent être également replacées dans leur contexte historique, remontant même aux Croisades. Au début du mandat du président de Jacques Chirac au Moyen-Orient en 1996, et la réactivation de la politique arabe de la France, une

coopération étroite est mise en œuvre par la France dans les domaines économique, judiciaire, administratif. Cette période qui s'étend de 1996 à 2002, serait en quelque sorte marquée par la reconnaissance par la France de « l'importance et de la nécessité de l'intervention syrienne au Liban », évoquée lors du discours d'octobre 2002 par le président français devant le parlement libanais.

Un changement de l'attitude française semble être intervenu dès l'automne 2003 alors que se négocie discrètement le projet de la résolution 1559, c'est-à-dire avant que ne se pose la controverse sur la prolongation du mandat du président Lahoud. Celle-ci marque effectivement un virage radical de la politique française qui apparaît aux yeux des Syriens, difficilement compréhensible. Parmi les explications données à Damas, il y aurait les déconvenues et malentendus avec la Syrie, l'amitié très particulière entre le président et le premier ministre Hariri, et l'impasse militaire américaine en Irak.

Comment faire évoluer la relation franco-syrienne ? La Syrie entend être présente au Liban pour sa sécurité. Cette présence ne serait pas forcément militaire mais devrait permettre de bloquer toute action représentant un danger même hypothétique pour la Syrie. La Syrie ne peut accepter la présence d'un gouvernement hostile à quarante kilomètres de sa capitale. Elle demande également que la relation franco-syrienne reste indépendante et qu'elle ne soit pas vue à travers le prisme libanais. Elle souhaite encore la reconnaissance de son rôle régional. À l'évidence, il existe actuellement un manque de confiance entre les responsables des deux pays comme en témoigne notamment la déclaration de président Sarkozy le 30 décembre 2007, évoquant la rupture des contacts avec Damas. Ainsi, un risque de statu quo existe. Ainsi la Syrie ne peut accepter que le Liban puisse basculer dans le camp « américain ». À cet égard la résolution 1559 a constitué un traumatisme majeur pour le régime. Ainsi la situation apparaît comme gelée, la Syrie estimant que le temps travaille pour elle.

## ***Pour la France : une grande continuité***

La position française est caractérisée par sa grande continuité. Le plein retour de la souveraineté du Liban est un objectif constant de la politique française. Certes, la période 2000-2004 et les premiers gestes du nouveau président ont fait naître de grands espoirs, mais les événements de l'été 2004, et en particulier « le coup d'état constitutionnel de septembre », ont érodé la confiance. Au cours de cette période, il semble qu'il y ait eu une double méprise, la Syrie faisant certes des gestes mais à contre cœur et à contre temps. Du côté français, depuis 2007, il y avait certes une rupture dans le style et la tactique, en outre il était clair que le dossier avait été « dépersonnalisé ». Mais sur le fond, il n'y avait pas eu de changement. La France avait favorisé le dialogue entre toutes les forces politiques libanaises. Le président Sarkozy s'était distancié du camp du 14 mars : en effet on était conscient à Paris que l'élection présidentielle ne pourrait résulter que d'un consensus et qu'un président ne pouvait être l'élu d'un seul camp.

Si le président Sarkozy avait suspendu le dialogue à son niveau, les contacts avec la Syrie se poursuivent notamment à travers l'ambassadeur de France à Damas. La position de la France est en harmonie avec celle de la Ligue arabe et de la communauté internationale, dont l'objectif était de mettre en œuvre les résolutions relatives à l'affirmation de la souveraineté du Liban. La France n'a pas pour but un « regime change » à Damas ; elle a toujours reconnu que la Syrie a un rôle particulier à jouer au Liban et qu'elle peut contribuer utilement à la recherche d'une solution. Le choix comme président du général Michel Sleimane pouvait recueillir un large accord, y compris à Damas. La Syrie semble, à cet égard, revenir sur ses engagements. Ainsi la France semble disposée à normaliser ses relations avec la Syrie dès qu'un président de consensus aura été élu. Elle continue à rechercher une solution qui conduise à ce que le général Sleimane apparaisse comme le président de tous les Libanais.

En fait il semble bien que la Syrie soit effectivement revenue sur un accord qu'elle avait donné au choix du général Sleimane, estimant que celui-ci n'avait pas suffisamment donné de gages de bonne coopération avec Damas. Consciente d'avoir renforcé sa position, la Syrie semble maintenant vouloir privilégier le statu quo, estimant sans doute que le temps travaille pour elle. Tout laisse penser qu'à ce stade, elle ne souhaite pas contribuer à mettre fin à l'impasse actuelle constatée dans le processus de l'élection présidentielle au Liban.

## Conclusion

---

La Syrie, après une période de fortes turbulences qui a fait vaciller le régime, malgré les difficultés économiques et les débats internes, a surmonté l'épreuve. Certes elle n'a pu rompre totalement son isolement : ses relations avec certains « pays frères » arabes, notamment l'Arabie Saoudite, restent très tendues. Mais en renforçant ses relations avec l'Iran, en se rapprochant de la Turquie, en appuyant les responsables de mouvements palestiniens réfugiés à Damas, en aidant le Hezbollah à reconstituer son arsenal, elle veut apparaître sur les principaux dossiers de crises du Moyen-Orient – Liban, Irak, Palestine – comme un partenaire incontournable.

Cet acteur n'en demeure pas moins un interlocuteur d'autant plus difficile qu'il se sent en position de force. Pour l'instant Damas attend pensant que le temps joue en sa faveur. En outre, pour la Syrie comme pour les autres pays de la région, on ne veut pas s'engager avec une administration américaine décrédibilisée : on attend l'élection d'un nouveau président qui devra, en priorité, s'attaquer aux trois crises régionales pendantes, notamment le chaos irakien. La Syrie entend le moment venu être un partenaire à part entière de ce nouveau « grand jeu ».